

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-21 du 04 juin 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Représentant américain au commerce publie les résultats de l'enquête visant le recours au travail forcé, menée au titre de la section 301 du Trade Act (1974)
2. Le Représentant américain au commerce publie les résultats de l'enquête visant le Brésil, menée au titre de la section 301 du Trade Act (1974)
3. D. Trump modifie le régime tarifaire sur les importations d'acier, d'aluminium et de cuivre, imposé au titre de la section 232 du Trade Expansion Act (1962)

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie finance le développement de nouvelles chaînes d'approvisionnement en minéraux et matériaux critiques à partir de sources non conventionnelles
5. La Maison Blanche autorise un régime de rémunération exceptionnel pour recruter rapidement des experts de haut niveau dans les secteurs clés

Transport et infrastructure

6. Le pôle EDDT participe à une mission d'étude à Seattle sur les thèmes du transport et de la logistique

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Lancement du "Great American Cotton Plan"
8. Enquête de la Federal Trade Commission sur le prix des engrais

Numérique et innovation

9. L'administration Trump signe un décret sur l'IA et la cybersécurité

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Représentant américain au commerce publie les résultats de l'enquête visant le recours au travail forcé, menée au titre de la section 301 du Trade Act (1974)

Le 2 juin, le Représentant américain au commerce (USTR) a publié son [rapport](#) et ses [recommandations](#) de mesures préliminaires dans le cadre de l'enquête menée au titre de la section 301 sur le travail forcé.

- L'USTR considère les 60 économies examinées comme défaillantes, estimant que 54 d'entre elles ne disposent d'aucune législation ni de mécanisme effectif d'interdiction des importations de produits issus du travail forcé, tandis que les six autres (l'UE, le Canada, le Mexique, l'Indonésie, l'Équateur et le Pakistan) disposent d'un cadre juridique, mais dont la mise en œuvre et/ou le contenu demeure insuffisant.
- L'USTR propose ainsi un droit supplémentaire au taux MFN de 10 % sur les importations en provenance de 14 économies, à savoir celles (i) disposant d'une interdiction d'importations issues du travail forcé (UE, Canada, Équateur, Indonésie, Mexique, Pakistan), (ii) celles ayant pris des engagements en ce sens dans le cadre d'accords commerciaux réciproques (Argentine, Bangladesh, Cambodge, Équateur, El Salvador, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Taïwan), ainsi que (iii) celles ayant mis en place un régime partiel empêchant l'importation de certains biens issus du travail forcé (Royaume-Uni).
- Pour les 46 autres économies visées par l'enquête, le droit proposé est de 12,5 %.
- L'USTR sollicite les commentaires du public sur les mesures proposées et organisera des auditions publiques à ce sujet. Les contributions écrites doivent être soumises avant le 6 juillet 2026. Les auditions publiques se tiendront le 7 juillet 2026, et les mémoires de réponse post-audition devront être déposés dans les cinq jours suivant la dernière séance.

2. Le Représentant américain au commerce publie les résultats de l'enquête visant le Brésil, menée au titre de la section 301 du Trade Act (1974)

Le 1er juin 2026, le Représentant américain au commerce (USTR) a publié les [résultats](#) de l'enquête lancée en vertu de la Section 301

visant le Brésil, et propose l'imposition d'un droit de douane de 25% sur l'ensemble des importations brésiliennes.

Certains produits bénéficient d'exemptions, à savoir ceux déjà soumis à des droits de douanes imposés au titre de la section 232 du Trade Expansion Act (1962), les matières premières et denrées alimentaires indisponibles.

L'enquête lancée en juillet 2025 conclut que le Brésil mène des pratiques déraisonnables ou discriminatoires pour le commerce américain dans 6 domaines :

- Commerce numérique et les services de paiement électronique : ordonnances de tribunaux brésiliens forçant X, Meta, Google, etc. à supprimer du contenu politique ; favoritisme envers Pix (système de paiement national) au détriment des concurrents américains (Visa, PayPal, etc.) ;
- Les barrières tarifaires ; tarifs préférentiels au Mexique et à l'Inde sur +1 000 lignes tarifaires (dont automobiles, chimie, agriculture)
- L'application des règles anticorruption : annulation des preuves de l'Opération Car Wash
- La protection de la propriété intellectuelle : Brésil sur la Watch List de l'USTR depuis 2007, délai moyen d'examen des brevets : 38,4 mois (vs. 29,5 mois aux États-Unis), etc.
- L'accès au marché de l'éthanol : droit brésilien sur l'éthanol américain est de 18% depuis 2023 ; chute des exportations américaines vers le Brésil (-87% entre 2018 et 2025).
- La déforestation illégale : les produits agricoles issus de terres illégalement déboisées (soja, bœuf, bois) faussent les prix mondiaux et désavantagent les producteurs américains.

L'USTR a ouvert une période de commentaires publics sur ces mesures du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 2026. Elle tiendra une audience publique le 6 juillet prochain.

3. D. Trump modifie le régime tarifaire sur les importations d'acier, d'aluminium et de cuivre, imposé au titre de la section 232 du Trade Expansion Act (1962)

Le 1^{er} juin, D. Trump a [modifié](#) le régime tarifaire imposé sur les importations d'acier, d'aluminium et du cuivre, en vertu de la Section 232 du Trade Act de 1962. Ces amendements entreront en vigueur le 8 juin prochain.

Dans le cadre de cette nouvelle proclamation, les principales modifications prévoient :

- Une réduction des droits de douane de 25 % à 15 % sur les équipements agricoles ainsi que sur certains systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) à usage résidentiel.
- Pour certains partenaires commerciaux, dont l'Union européenne, le Japon, le Royaume-Uni et la Corée du Sud, cette réduction s'applique également aux équipements industriels mobiles.
- La proclamation abaisse par ailleurs le seuil de contenu américain requis pour bénéficier du droit de douane préférentiel de 10 % et étend le champ des produits dérivés soumis aux droits sur l'acier et l'aluminium aux plaques lithographiques en aluminium et aux rayonnages en acier.

Brèves

- Le 29 mai, le Représentant américain au commerce (USTR) a ouvert une [enquête](#) sur le Vietnam en vertu de la section 301 du Trade Act de 1974, après avoir désigné le pays comme « pays étranger prioritaire », dans son [rapport spécial 301](#) sur la propriété intellectuelle, du 30 avril 2026. L'enquête vise à déterminer si les manquements persistants du Vietnam en matière de protection et d'application des droits de propriété intellectuelle sont déraisonnables ou discriminatoires et nuisent au commerce américain.
- Le 29 mai, le Département de la Justice a déposé une [requête](#) auprès de la Cour américaine de commerce internationale (USCIT) indiquant que les douanes américaines (CBP) prévoyait de continuer à traiter les remboursements pour les envois « non liquidés ou non finaux et donc encore sous le contrôle de la CBP », ainsi que pour ceux dont les importateurs ont intenté une action et obtenu des ordonnances judiciaires spécifiques exigeant le remboursement.
- Le 31 mai, le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce a publié une [directive](#) (guidance) sur l'exportation des puces d'intelligence artificielle avancées, confirmant qu'une licence est obligatoire pour exporter ces biens vers toute entité dans le monde dont le siège (ou celui de sa société mère) se trouve en Chine.
- Le 2 juin, le Représentant américain au commerce (USTR) a [publié](#) un [appel à commentaires](#) jusqu'au 10 juillet, sur la création du « Board of Trade » sino-américain convenu au sommet de Pékin, mécanisme gouvernemental visant à réduire les droits de douane sur biens « non sensibles ».

L'agence sollicite des contributions sur l'identification des produits éligibles à des réductions tarifaires tant à l'import qu'à l'export, ainsi que sur les modalités de fonctionnement du dispositif (fréquence de réunion, mécanisme de révision, partage de données commerciales).

- Le 2 juin, l'administration Trump a [fait appel](#) de la décision de la Cour américaine de commerce internationale (USCIT) ordonnant le remboursement universel des droits IEEPA. Le même jour, le Département de la Justice a fait appel d'une ordonnance de la USCIT demandant au commissaire des douanes américaines Rodney Scott de témoigner en personne lors d'une audience à venir sur l'état des efforts de l'administration pour verser les remboursements. Les deux différends seront ensuite examinés par la Cour d'appel des États-Unis pour le circuit fédéral (CAFC).

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie finance le développement de nouvelles chaînes d'approvisionnement en minéraux et matériaux critiques à partir de sources non conventionnelles

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 2 juin l'octroi de 134 M\$ à deux projets destinés à renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales en éléments de terres rares. Ces projets ont pour but de démontrer la viabilité commerciale de la récupération et du raffinage des terres rares à partir de sources non conventionnelles, notamment les résidus miniers, les déchets électroniques et d'autres matériaux de rebut. Le DoE a également [annoncé](#) le 3 juin un financement de 15 M\$ pour deux projets visant à établir des consortiums régionaux afin d'accélérer le développement de nouvelles chaînes d'approvisionnement en minéraux et matériaux critiques à partir de sources non conventionnelles et de matières premières secondaires (résidus miniers et de la combustion du charbon). Ces deux projets rejoignent six projets déjà sélectionnés et s'appuieront sur les travaux en cours de l'initiative Carbon Ore, Rare Earth, and Critical Minerals (CORE-CM) Initiative. Ils élargiront le champ d'action du programme, passant de 13 bassins situés dans les États continentaux américains à huit grandes régions couvrant l'ensemble du pays, y compris Hawaii, Alaska et Puerto Rico.

5. La Maison Blanche autorise un régime de rémunération exceptionnel pour recruter rapidement des experts de haut niveau dans les secteurs clés

La Maison Blanche a [publié](#) le 3 juin un memorandum autorisant l'utilisation d'un régime de rémunération exceptionnel pour un maximum de 400 postes stratégiques liés aux investissements de sécurité nationale. Cette mesure permet aux agences fédérales de recruter rapidement des experts de haut niveau dans les domaines de l'investissement, de l'ingénierie, de la finance et du droit, avec des salaires pouvant atteindre 400 000 dollars par an. L'objectif indiqué est de renforcer les capacités américaines dans les secteurs des minéraux critiques, des matériaux avancés et des technologies essentielles aux chaînes d'approvisionnement stratégiques. Le memorandum charge également le Office of Personnel Management (OPM), en coordination avec le Office of Management and Budget (OMB), de superviser l'utilisation de cette autorité et de veiller à ce qu'elle soit réservée au recrutement et à la rétention de talents exceptionnellement qualifiés.

Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 3 juin de nouvelles directives pour le Programme de subventions aux États destiné aux puits orphelins, une initiative dotée d'environ 4,2 Mds\$ visant à financer l'obturation ou la réhabilitation des puits de pétrole et de gaz abandonnés. Selon le DoI, ces nouvelles règles renforcent la supervision des fonds publics, améliorent la responsabilité des bénéficiaires et réduisent les risques de fraude, de gaspillage et d'abus. Elles doivent également permettre aux États de poursuivre leurs efforts pour colmater les puits abandonnés qui émettent du méthane, contaminent les eaux souterraines et présentent des risques pour la sécurité publique.

Transport et infrastructure

6. Le pôle EDDET participe à une mission d'étude à Seattle sur les thèmes du transport et de la logistique



Le pôle Ecologie, Développement durable, Énergie et Transports (EDDET) du SER a réalisé une mission d'étude à Seattle du 1^{er} au 4 juin, en compagnie de plusieurs autres conseillers d'ambassades situées à Washington DC. Cette mission avait pour objectif d'aller à la rencontre des acteurs du transport et de la logistique dans cette ville de la côte ouest. Le groupe a notamment pu échanger à cette occasion avec des acteurs publics comme Sound Transit, chargé du développement du réseau de transport public à l'échelle de l'agglomération, ou le Port de Seattle qui présente la caractéristique de piloter le développement du port mais aussi de l'aéroport de Seattle-Tacoma. La mission a également permis d'aller à la rencontre de plusieurs entreprises comme PACCAR trucks (visite du site de production de Kenworth à Renton), Alaska Airlines (visite du nouveau centre formation), Boeing (visite du site de production d'Everett) ou Amazon. En marge de ces rencontres, le groupe a enfin pu avoir des échanges avec des acteurs de la promotion économique de la ville tels que Greater Seattle Partners ou la Seattle metro chamber. A l'issue de ce programme, le groupe revient avec une meilleure compréhension des projets comme des défis pour une ville traditionnellement tournée vers l'ouest, mais qui rayonne économiquement bien au-delà de ce seul périmètre géographique. Seattle le démontrera à nouveau en accueillant six matchs internationaux à l'occasion de la coupe du monde de football qui débutera le 11 juin.

Brèves

- Le 28 mai 2026, le secrétaire aux Transports Sean Duffy a [annoncé](#) un investissement de 523 M\$ de la Federal Aviation Administration (FAA) dans les infrastructures aéroportuaires de 43 États, sous la forme de 332 subventions accordées dans le cadre du programme « Airport Infrastructure Grants ». Ces financements sont destinés à la réhabilitation de pistes, à l'amélioration des voies de circulation et des tabliers, ainsi qu'à la modernisation des terminaux. Parmi les principaux bénéficiaires figurent l'aéroport international de Dallas-Fort Worth (70 M\$), celui de Charlotte (46,9M\$) et celui de Miami (41,9 M\$).
- Le 28 mai 2026, le secrétaire aux Transports Sean Duffy a [annoncé](#) le partenariat de la Federal Aviation Administration (FAA) avec l'Angelo State University (Texas), qui devient la première université texane à intégrer le programme de formation accélérée des contrôleurs aériens *Enhanced Air Traffic – Collegiate Training Initiative* (E-CTI), lequel comprend déjà 11 autres écoles. Les étudiants diplômés de ce programme peuvent accéder directement à une formation en centre de contrôle, sans passer par l'Académie FAA d'Oklahoma City. Cette annonce s'inscrit dans la continuité de l'effort de recrutement en cours : la FAA a embauché 2 028 contrôleurs en 2025 et vise 2 200 recrutements pour l'année fiscale 2026.

Industrie

Brèves

- Le 28 mai 2026, la fusée New Glenn de Blue Origin a [explosé](#) de manière spectaculaire lors d'un test au sol à Cap Canaveral, en Floride. Cet incident majeur représente un coup d'arrêt brutal pour l'entreprise de Jeff Bezos face à SpaceX. L'entreprise aura besoin de plusieurs mois pour se remettre de ce revers, ce qui retardera ses ambitions de concurrencer SpaceX par le biais des lancements orbitaux prévus pour déployer la constellation satellitaire Kuiper, mais également les projets de voyages lunaires de la NASA dans le cadre du programme Artemis. Blue Origin souhaite faire voler à nouveau New Glenn d'ici la fin de l'année, dépendamment de sa capacité à surmonter les dégâts causés aux infrastructures du pas de tir.

- Le 29 mai 2026, Politico [rapporte](#) que les associations industrielles américaines se positionnent activement pour influencer la définition des biens « non sensibles » éligibles à des réductions tarifaires dans le cadre du « Board of Trade », y voyant la meilleure ouverture vers des allègements tarifaires depuis le début de la guerre commerciale. La Consumer Technology Association (Apple, Google, Meta) réclame l'inclusion des téléphones, ordinateurs portables et consoles ; la National Retail Federation (Walmart, Macy's) suggère de partir de la liste des produits déjà exemptés sous le premier mandat ; l'American Apparel & Footwear Association demande à couvrir les intrants non produits aux Etats-Unis. L'appel à commentaires de l'USTR est attendu prochainement.
- Le 30 mai 2026, AP [rapporte](#) que le CFO de Walmart et le CEO de Costco ont indiqué qu'en cas d'obtention des remboursements des droits de douanes payés, ces sommes bénéficieraient principalement aux consommateurs via une baisse des prix.
- Le 1^{er} juin 2026, une analyse de Wirescreen (une plateforme de software) relayée par le NYT [rapporte](#) que l'Armée populaire de libération chinoise a cherché à obtenir des puces Nvidia à plus de 500 reprises, y compris après l'imposition des contrôles américain à l'exportation. Le rapport, partagé avec l'administration et le Congrès, montre que l'armée chinoise s'est adaptée aux restrictions en environ un an, recourant à de nouveaux intermédiaires, des sociétés écrans et l'accès à distance via des data centers commerciaux. Nvidia a balayé ces inquiétudes, qualifiant de « ridicule » l'idée que l'armée chinoise dépende de ses puces.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 29 mai 2026, Universal Music Group (UMG) a [rejeté](#) l'offre non sollicitée du fonds Pershing Square Capital Management, jugée nettement sous-évaluée. Pilotée par Bill Ackman, l'opération valorisait Universal à environ 56 Md€ (64,8 Md\$) et prévoyait une cotation à New York. Le conseil d'administration, soutenu notamment par son premier actionnaire, Bolloré SE, a réaffirmé sa pleine confiance dans la stratégie actuelle du groupe. Le groupe de l'homme d'affaires Vincent Bolloré détient environ 28 % du capital d'UMG, et le

Le poids de cette participation est considérable : valorisée à 7,5 Md€, elle pèse près de huit fois plus que les parts détenues dans Canal+ et représente à elle seule les deux tiers de la valorisation totale du groupe Bolloré.

- Le 3 juin 2026, Bloomberg [rapporte](#) que le gouvernement canadien envisage de revenir sur son projet d'obliger les plateformes de streaming étrangères, dont Netflix, The Walt Disney Company et Amazon, à consacrer 15 % de leurs revenus réalisés au Canada au financement de contenus locaux. Ottawa a demandé au régulateur audiovisuel de réexaminer cette mesure, critiquée par les studios américains et jugée susceptible d'entraîner une hausse des prix pour les consommateurs canadiens, dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Lancement du "*Great American Cotton Plan*"

Le 28 mai, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, dévoilait le "[Great American Cotton Plan](#)", présenté comme une initiative de l'*U.S. Department of Agriculture* pour revitaliser la culture du coton sur le territoire américain, restaurer la production du textile aux États-Unis, enfin accroître les opportunités à l'export. Les États-Unis étaient jusqu'en 2023 le premier pays exportateur de coton, avant de s'effacer derrière le Brésil.

Le "*Great American Cotton Plan*" porte en son sein le projet "*Plant Not Plastic*", visant à encourager le consommateur à acheter des biens manufacturés issus de la culture de coton américaine. À cet égard, la secrétaire Rollins a rappelé que soutenir la production de fibres naturelles s'inscrivait dans l'agenda "*Make America Healthy Again*", alors qu'une part grandissante de la population américaine s'inquiète de la présence de micro-plastiques et de matériaux synthétiques dans les produits du quotidien.

L'annonce intervient alors que la filière subit, pour la cinquième année consécutive, de mauvais rendements, en raison de la concurrence des matériaux synthétiques, mais surtout du renchérissement des intrants. En l'état, l'industrie cotonnière pourrait perdre 2,6 Md USD sur 9 millions d'acres (3,6 millions d'ha) plantés, au cours de la prochaine récolte. Et depuis 1980, le nombre

d'égreneuses (sites de traitement du coton-plante) est passé de 2 254 à 446.

Le coton reste l'un des cultures les plus importantes dans les zones rurales aux Etats-Unis. L'USDA estime qu'1 USD généré à la production de coton génère près de 15 USD d'activité économique directe dans les industries connexes.

8. Enquête de la Federal Trade Commission sur le prix des engrais

Andrew Ferguson, président de la *Federal Trade Commission*, a [annoncé](#), le 27 mai, qu'une enquête sur la concentration et les pratiques commerciales de l'industrie américaine des engrais avait été lancée. L'enquête intervient alors que l'administration Trump fait face à des pressions du monde agricole, confronté à une flambée des prix des engrais et du carburant du fait du conflit en Iran. Or, selon les données de l'USDA, l'augmentation des coûts des intrants, aux Etats-Unis et ce depuis 2020, est principalement due aux engrais. Et de fait, dans le contexte actuel, la FTC ne peut complètement exclure la pratique d'ententes illicites au sein de l'industrie des fertilisants.

Si les organisations de producteurs ont salué l'initiative de la FTC, les représentants de l'industrie des engrais mettent en garde les pouvoirs publics et le monde agricole des incidences du conflit en Iran sur le prix des engrais, qui pourraient se répercuter sur la récolte de 2027. La *National Corn Growers Association*, de son côté, demande que le législateur américain œuvre à rendre les prix des fertilisants plus transparents, d'une part, et que l'administration supprime les droits de douane sur les engrais importés du Maroc, d'autre part.

Brèves

- Au titre de l'[Assistance for Speciality Crop Farmers](#) (ASCF), l'USDA a prévu de verser 1,625 Md USD aux agriculteurs de cultures spécialisées. Cette tranche d'aide est supérieure au 1 Md USD initialement annoncé en décembre 2025, dans le cadre du [Farmer Bridge Assistance Program](#). Ce programme, doté d'une enveloppe totale de 12 Md USD, avait été conçu pour répondre - temporairement - aux perturbations du marché et à la hausse des coûts de production, en attendant que les dispositifs de soutien agricole prévu par le "One Big Beautiful Bill Act" (OBBBA) n'entrent en vigueur au 1er octobre 2026. En l'espèce, l'envolée des coûts des engrais a justifié l'augmentation de la tranche d'aide au profit des cultures dites "spécialisées".

Numérique et innovation

9. L'administration Trump signe un décret sur l'IA et la cybersécurité

Le 2 juin, le président Trump a signé un [décret](#) (*Executive Order*) intitulé « Promoting Advanced Artificial Intelligence Innovation and Security », portant sur le renforcement de la cybersécurité fédérale face aux menaces augmentées par l'IA et sur la mise en place d'un cadre volontaire d'évaluation gouvernementale des modèles de frontière avant leur déploiement. Le décret vise notamment à proposer aux entreprises de passer par une phase d'échange préalable au déploiement des modèles posant des risques potentiels en matière de cybersécurité. Initialement prévue le 21 mai dans le cadre d'une cérémonie réunissant les dirigeants des grandes entreprises du secteur (voir Brèves Sectorielles du [date]), la signature avait alors été annulée à la dernière minute et s'est finalement faite de manière discrète cette semaine. Le texte final serait quasi identique à la version qui devait être signée il y a deux semaines : la seule modification notable concerne la réduction de 90 à 30 jours de la durée maximale de la phase d'échange avec les autorités publiques préalable au déploiement d'un modèle.

Le décret se scinde en deux principaux volets. Le premier (Section 2) porte sur la sécurisation et la modernisation des systèmes d'information fédéraux face aux menaces cybernétiques augmentées par l'IA. Il prévoit, dans un délai de 30 jours : (i) la priorisation de la cyberdéfense des systèmes classifiés de sécurité nationale, sous la responsabilité d'un comité interagences dédié ; (ii) celle des systèmes du département de la Guerre ; et (iii) celle des systèmes civils fédéraux, sous la responsabilité du département de la Sécurité intérieure (DHS), qui doit publier des « directives opérationnelles contraignantes » (*binding operational directives*) visant à accélérer la cyberdéfense des « fonctions vitales de la Nation », élargir les programmes fédéraux d'outils défensifs augmentés par l'IA et faciliter l'accès à ces outils—y compris aux modèles de frontière eux-mêmes—pour les agences fédérales, les autorités locales et les opérateurs d'infrastructures critiques. Le décret prévoit également la création d'un centre interagences de coordination des vulnérabilités logicielles (*cybersecurity clearinghouse*), placé sous la responsabilité du département du Trésor, chargé de centraliser la détection, la validation et la remédiation des failles en collaboration volontaire avec l'industrie de l'IA et les opérateurs d'infrastructures critiques, ainsi que, dans un délai de 60 jours, l'élargissement des filières de

recrutement de spécialistes en cybersécurité au sein de l'administration fédérale.

Le second volet (Section 3) instaure un processus d'évaluation gouvernementale des modèles de frontière, dans un cadre explicitement volontaire. Dans un délai de 60 jours, le département du Trésor, le département de la Guerre et le DHS doivent élaborer, en consultation avec la Maison-Blanche : (i) un processus classifié d'évaluation (*benchmarking process*) des capacités cybernétiques avancées des modèles d'IA, afin de déterminer le seuil à partir duquel un modèle est concerné par le cadre (« modèle de frontière couvert », *covered frontier model*)—la désignation elle-même revenant au directeur de la NSA ; et (ii) un « cadre de participation volontaire » (*voluntary framework*) permettant aux développeurs de soumettre leurs modèles à un examen gouvernemental pouvant aller jusqu'à 30 jours avant leur partage avec des « partenaires de confiance » (*trusted partners*), qui pourront ensuite bénéficier d'un accès anticipé. Le texte précise explicitement qu'aucune disposition ne saurait être interprétée comme instituant un régime d'« autorisation préalable obligatoire » (*licensing, preclearance, or permitting requirement*) pour le développement ou la distribution de modèles d'IA, y compris de modèles de frontière.

Pour de nombreux observateurs—dont [Dean Ball](#), ancien conseiller à la Maison-Blanche et co-auteur de l'*AI Action Plan* de juillet 2025—, le décret constitue néanmoins une avancée pour les partisans d'une approche favorable à la « sécurité de l'IA » (*AI Safety*) au sein de l'administration, plutôt regroupés autour des agences liées à la sécurité nationale, aux dépens des partisans d'une innovation dérégulée. La crainte des factions opposées à la publication du décret—ayant mené à l'annulation de la cérémonie du 21 mai—est précisément que ce cadre volontaire ne le reste pas véritablement et qu'il s'impose à terme comme un nouveau standard de marché, passage obligé des nouveaux modèles, et donc une régulation de fait. Un autre point qui suscite des [interrogations](#) à Washington est le rôle central confié à la NSA dans la définition des critères de désignation des « modèles de frontière couverts », les modèles ne répondant pas à ces critères n'étant pas éligibles à la phase d'échange préalable. Le lendemain de la signature, OpenAI a publié un [document](#) de politique publique intitulé « Frontier Safety Blueprint » proposant un cadre alternatif : l'entreprise y appelle à la mise en place d'évaluations obligatoires des modèles de frontière les plus avancés—et non volontaires comme le prévoit le décret—, confiées au CAISI en tant qu'instance civile, et non aux agences de défense et de renseignement. OpenAI précise également que le rôle du CAISI devrait se limiter à « conduire les évaluations et

recommander des mesures d'atténuation—et non à approuver ou bloquer les déploiements ».

Brèves

- Anthropic a fait l'objet de trois annonces majeures en l'espace d'une semaine :
 - Le 28 mai, Anthropic a [annoncé](#) la clôture d'une levée de fonds de 65 Mds\$ (série H), valorisant l'entreprise à 965 Mds\$ et lui permettant de dépasser OpenAI (852 Mds\$) pour devenir la start-up d'IA la plus valorisée au monde. Anthropic a également indiqué que son chiffre d'affaires annualisé avait atteint 47 Mds\$, contre environ 10 Mds\$ un an plus tôt.
 - Le 1er juin, Anthropic a annoncé avoir déposé de manière confidentielle un projet de [déclaration](#) d'enregistrement (Form S-1) auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) en vue d'une éventuelle introduction en bourse. L'entreprise a précisé que le nombre d'actions et les modalités financières de l'opération n'avaient pas encore été arrêtés.
 - Le 2 juin, Anthropic a [annoncé](#) l'extension de son programme de cybersécurité Project Glasswing (voir [Brèves sectorielles du 9 avril 2026](#)) à environ 150 nouvelles organisations dans plus de 15 pays, portant le nombre total de participants à près de 200. Selon l'entreprise, les partenaires du programme auraient identifié plus de 10 000 vulnérabilités critiques, et l'extension du dispositif doit désormais couvrir davantage de secteurs, notamment l'énergie, l'eau, la santé et les télécommunications.
- Le 1er juin, Alphabet a [annoncé](#) une émission d'actions d'environ 80 Mds\$ pour financer ses infrastructures d'IA. L'entreprise a indiqué faire face à une demande pour ses services d'IA « dépassant sa capacité disponible ». Cette levée intervient après l'annonce lors de Google I/O de dépenses d'investissement prévues entre 180 et 190 Mds\$ pour 2026, soit six fois le niveau de 2022.
- Le 2 juin, la FCC a [lancé](#) sa première vente aux enchères de fréquences depuis 2022, portant sur 200 licences dans la bande AWS-3 (1 695–2 180 MHz) — des fréquences initialement utilisées par l'armée et les services météorologiques fédéraux, réallouées à un usage commercial en 2015 mais restées invendues depuis, et destinées au renforcement des réseaux 5G. Les recettes sont affectées par

la loi au programme de remplacement des équipements de télécommunications chinois (Huawei, ZTE) dans les réseaux américains (*rip and replace*). Cette vente a été rendue possible par le rétablissement de l'autorité d'enchères de la FCC par le *One Big Beautiful Bill Act*, signé par le Président Trump en juillet 2025, qui fixe un objectif de mise aux enchères d'au moins 800 MHz de spectre d'ici 2034 (voir [Brèves sectorielles du 11 juillet 2025](#)).

- Le 3 juin Meta a [annoncé](#) le déploiement mondial de *Meta Business Agent*, un assistant d'IA intégré à WhatsApp, Messenger et Instagram permettant aux entreprises de répondre automatiquement à leurs clients, recommander des produits, prendre des rendez-vous et conclure des ventes. L'agent peut être connecté à des systèmes tiers (Shopify, Zendesk, Shopee) via une plateforme dédiée. Plus d'un million d'entreprises utilisaient déjà des versions antérieures. Le service est gratuit au lancement, avec des formules payantes prévues ultérieurement.

Santé

Brèves

- Le 28 mai, le géant pharmaceutique américain Pfizer et l'entreprise de biotechnologies chinoise Innovent Biologics ont [annoncé](#) la conclusion d'un accord de licence et de collaboration portant sur la recherche et le développement de 12 nouveaux médicaments anticancéreux, dont 8 programmes en phase précoce issus d'Innovent et 4 programmes proposés par Pfizer. Aux termes de l'accord, Innovent recevra un paiement initial de 650 M\$ et pourra prétendre à des paiements d'étape liés au développement, à la réglementation et à la commercialisation, pouvant atteindre jusqu'à 9,85 Md\$. Pour les programmes développés et commercialisés conjointement, les deux sociétés se partageront les bénéfices aux Etats-Unis et en Europe.
- Le 29 mai, le laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly et le groupe chinois Haisco Pharmaceuticals ont [annoncé](#) la conclusion d'un accord de licence et de collaboration pour le développement de médicaments innovants dans plusieurs domaines thérapeutiques. Aux termes de cet accord, Haisco sera chargée de la découverte et de l'identification de cinq programmes innovants, tandis que Lilly dirigera les études en vue de l'autorisation de mise sur le marché, le développement

clinique et la commercialisation. Lilly obtiendra les droits exclusifs mondiaux sur certains programmes, ainsi que les droits exclusifs en dehors de la Chine continentale, de Hong Kong, de Macao et de Taïwan (le « territoire Haisco ») pour certains autres programmes, tandis que Haisco conservera les droits sur ces programmes au sein du territoire Haisco. Haisco pourra percevoir jusqu'à 87 M\$ en paiements initiaux et jusqu'à 2,967 Md\$ au titre de jalons règlementaires et commerciaux, ainsi que des redevances échelonnées sur les ventes futures des produits.

- Le 1er juin, le groupe pharmaceutique français Servier a annoncé avoir conclu un accord pour l'acquisition de l'activité dystrophie musculaire du laboratoire américain Edgewise Therapeutics. Le montant de la transaction pourrait atteindre 2,65 Md\$, comprenant un paiement initial de 1,55 Md\$ et des paiements d'étapes règlementaires et commerciaux pouvant atteindre 1,1 Md\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)